

L'Europe innovatrice ? Un regard des pays d'Europe centrale

La blessure, qu'elle soit physique ou psychique, est un risque inhérent au métier des armes. Quand elle signe la fin d'une carrière dans les armées, la reconversion professionnelle dans le civil devient un enjeu de solidarité nationale. Pour une entreprise, accueillir un militaire blessé va au-delà de l'engagement citoyen, c'est une voie d'accès à des compétences éprouvées et à des valeurs inestimables.



Les critiques des institutions européennes ne sont pas rares et les dernières élections semblent confirmer un désir de changement au sein de l'Union européenne, concernant notamment la lourdeur des institutions et des processus. On compare avec des puissances économiques ou militaires, comme les États-Unis ou la Chine. On s'interroge sur la capacité de l'Europe à se moderniser, à se réformer et à proposer un projet nouveau. Pourtant, une série d'innovations mises en place par l'Union européenne restent uniques au monde. Le Parlement européen réunit l'ensemble des États-membres et représente une organisation singulière qu'on n'observe dans aucune fédération, communauté d'États ou autres alliances géopolitiques, économiques ou mili-

taires. Le consensus des États-membres, parfois difficile à obtenir, préserve le dialogue et le projet commun. Le système de protection sociale et juridique reste hors pair. C'est bien ce modèle innovant et moderne qui attire les États européens sortis de la domination soviétique en 1989

Pourquoi choisir l'Europe ?

Le 1^{er} mai 2004, l'Union européenne accueillit 10 nouveaux États (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie) ; le 1^{er} janvier 2007, 2 autres (Bulgarie et Roumanie), enfin en 2013, la Croatie. La superficie de l'UE a augmenté de plus de 25 %, sa population de plus de 20 %, mais sa richesse d'environ 5 % seulement. La plus grande réussite européenne consiste en forte diminution des écarts entre anciens et nouveaux membres.

Après la chute du Mur de Berlin, suivie par celle de l'URSS, l'ensemble de l'Europe centrale exprima la volonté immédiate et ferme de rejoindre l'Union européenne. Ce fut naturel, évident, incontestable. Le processus fut différent pour chaque pays, mais le vecteur, interchangeable. Pourquoi ? Quelles furent des motivations de ces pays libérés et pourquoi les difficultés économiques n'ont-elles pas défié les États ?

Au début des années 1990, de nombreux débats s'ouvrent à l'est de l'Europe. Ils concernent les stratégies économiques à adopter dans un univers post-communiste ou post-socialiste. On qualifia cette période de « transitoire ». Cette conversion vers l'économie de marché, mais aussi la conversion institutionnelle, exigeait un temps important pour la mise en place de trans-

formations profondes. La transition économie et politique, « la thérapie de choc » a secoué l'ancien système et la modernisation s'avéra douloureuse, mais incontestable dans l'ensemble des pays. Lorsqu'en 2005, 15 ans après, la Banque mondiale publia le rapport *Economic growth in the 1990s : Learning from a Decade of Reform*, le bilan des réformes critiqua la sous-estimation de la dimension institutionnelle dans ces pays. En effet, celle-ci exigeait la réforme des mentalités et la création de nouvelles élites nationales, un processus nécessairement long et profond.

Euro-régions : une forme de solidarité au service de développement

Le processus d'intégration européenne a permis la libéralisation commune entre les pays centre-européens. Le programme d'euro-régions les a particulièrement attirés. Il offrait une possibilité de coopération trans-régionale, la mutualisation des expériences et des capacités mais aussi la mise en œuvre d'une solidarité importante au sein de ces régions. Le poids de l'histoire n'était pas négligeable car plusieurs parties de ces régions « *migraient* » entre les empires et les États nouvellement créés ou recomposés. Par exemple, la région des Carpates concernait la population de plusieurs États – Autriche, Hongrie, Tchéquie, Roumanie, Pologne, Ukraine, Serbie – qui préservaient une proximité et une unité culturelle, voire même identitaire. Le programme d'euro-régions visait à soutenir le développement et la solidarité au sein de ces régions, ce qui donnait un nouveau sens à l'intégration et à la modernisation de ces territoires.

Les États baltes : exemple de modernisation et d'innovation

La politique de rigueur drastique mise en place dans les trois États baltes – Estonie, Lettonie, Lituanie – a permis des réformes rapides et le respect de l'ensemble des critères de Maastricht. Malgré le fort impact de la crise financière, ces pays bénéficient d'une croissance entre 7 et 8 % de PIB. Mais c'est aussi la digitalisation et l'investissement en technologies innovantes qui guident les dirigeants de ces pays. L'Estonie s'est transformée en laboratoire mondial d'*e-gouvernement*,



L'État estonien a poussé très loin la numérisation de ses services publics et de ses archives. Ce n'est toutefois pas sans risque.

qui est devenu une véritable fierté nationale. La digitalisation s'incruste dans la vie quotidienne des citoyens avec une couverture totale des réseaux internet. Elle débute dès l'école avec un programme *Tiger's Leap* qui place la connexion des écoles et le développement des réflexes numériques des jeunes générations en priorité.

Après un certain scepticisme au sein des États-membres issus de l'Europe centrale, l'Union européenne ne cesse d'attirer des voisins qui, bien qu'étant européens, ne sont pas encore devenus membres de l'Union. Historiquement européens et malgré l'unité identitaire avec l'Europe, certains se sont retrouvés attachés d'une manière encore plus étroites au grand voisin russe. Au sein de ces républiques soviétiques, comme l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie, on regarda avec nostalgie les voisins centre-européens plus proche de l'Europe prospère.

Leurs élites non-conformistes profitèrent de chaque occasion pour préserver le dialogue. Jusqu'à ce jour, pour ces États, l'Europe se confond avec les progrès humains, économiques, culturels et politiques. Les discours de dirigeants politiques sont souvent remplis de slogans qui lient la prospérité et l'appartenance à l'Europe, en dépit d'inquiétudes persistantes concernant le respect de l'État de droit dans certains de ces pays¹. L'Europe demeure pourtant une source incontestable de modernité et d'un projet unique dans le monde, novateur et stimulant.

Nathalie de Kaniv*
Association Europe-IHEDN

1 : Cf. article 7 du traité de l'UE.